



Taux actuels de **retard de croissance**: 9.9% **d'émaciation**: 31.3% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale**: 18.7%

Source: Gouvernement guinéen (DHS et MICS, 2012)

Bons résultats

- Guinée : ce pays a mis au point une stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Guinée : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Guinée : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2016.
- Guinée : l'État a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 99% des enfants en 2012.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (6.14% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Guinée : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (9% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Guinée : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal.
- Guinée : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Guinée : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques, on note toujours l'absence d'objectifs de nutrition clairs assortis de délais.
- Guinée : l'État ne promeut pas les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (20.1% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Guinée : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Guinée : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	6.14%	2014	17e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	9%	2014	25e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Médiocre	2014	43e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Moyen	2013	21er ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	57.9%	2012	30e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Médiocre	2016	20e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Moyen	2014	8e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Pas dans la loi	2011	26e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2010	28e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2015	18e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	99%	2012	2e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Non	2014	42e ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	76.8%	2015	24e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	20.1%	2015	33e
Visites médicales pour les femmes enceintes	85.2%	2012	32e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2011-2015	22e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Non	2011	32e ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2016	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Faiblement consacre dans le droit	2016	28e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel